

*Auditeur général*

telle explication peut mener à des conclusions différentes selon le moment.

Il continue en parlant de l'économie politique de la liberté, dans un climat socio-économique en évolution; puis il dit:

La nouvelle liberté, qu'on peut espérer et qu'il faut s'efforcer d'acquiescer, est une réaction libérale à un monde qui subit actuellement une transformation radicale.

Il traite ensuite de certaines pressions qui sont exercées sur les gouvernements. J'en ai tiré la liste d'un autre de ses discours. La démocratie connaît des problèmes en raison du désir de participation. Les gouvernements ont demandé la participation. On utilise des expressions comme la «démocratie de participation». Je me suis demandé pourquoi la démocratie avait besoin d'une telle épithète. Puis, une fois la notion appliquée, les gouvernements voient surgir les problèmes, parce qu'il est difficile de prendre certaines décisions, certains conflits suscités par la participation n'ayant pas de solution satisfaisante et le gouvernement ne pouvant agir que comme médiateur ou arbitre et, de ce fait, léser certains secteurs de participation.

● (2050)

Dahrendorf affirme ensuite que les sphères politiques sont trop étroites et trop limitées pour cerner certains problèmes. Nous avons entendu deux ou trois de nos collègues qui ont pris part à ce débat suggérer des moyens d'améliorer les rouages de cette institution.

En outre, dit-il, les organismes internationaux ne sont pas censés intervenir. Dans bien des cas nous ne nous contentons pas, je suppose, de les soutenir moralement, mais il demeure qu'un bon nombre de ceux auxquels nous appartenons, l'OMS, l'UNESCO et d'autres, sont si politisés qu'il est impossible de rendre ce que je pourrais appeler des décisions neutres, c'est-à-dire non fondées sur la politique. L'Organisation mondiale de la santé s'apprête à exclure Israël. L'UNESCO a fait la même chose en novembre dernier, de façon très cynique. Il y a donc de graves problèmes dans les organisations internationales. Par exemple, ces organisations n'ont aucun moyen de régir la propriété des produits de la mer; il n'existe aucune réglementation autre que celles des pays à ce sujet.

Il y a aussi, encore une fois, ce dont nous sommes témoins tous les jours, le pouvoir extra-parlementaire que détiennent les sociétés et les syndicats géants, qui ne semblent ni les uns ni les autres, je regrette de le dire, avoir beaucoup de considération pour la souveraineté du parlement. Je n'accuse personne; je constate simplement que le port de Montréal est maintenant fermé malgré une loi adoptée par le Parlement; je rappelle aux députés que malgré les efforts d'un ministre compétent du gouvernement, une situation chaotique règne dans les postes canadiennes. Je cite cela à titre d'exemple des difficultés auxquelles fait face le processus démocratique et il ne semble y avoir aucun moyen de maîtriser efficacement ces forces extra-parlementaires—j'allais employer l'expression «mettre au pas», sans vouloir dire qu'il faut porter atteinte aux droits des individus. Mais je suis assez vieux jeu au sens où prétend l'être le député de Winnipeg-Nord-Centre (M. Knowles). Je me fais un idée quelque peu vieillotte de la souveraineté de notre institution, et je suis vraiment désolé quand le public fait preuve de cynisme à son égard. J'accueille donc la résolution de mon collègue avec joie, parce qu'elle nous donne l'occasion d'exprimer certaines opinions à ce sujet.

Mais une partie du problème provient de ce qu'un grand nombre d'entre nous avons peur de dire la vérité. Je songe

[M. Fairweather.]

à certaines personnes qui n'ont pas eu peur de dire la vérité, et en particulier, à George Orwell, sûrement l'un des plus grands écrivains de langue anglaise de notre siècle. Il ne s'est jamais laissé prendre par la rhétorique, bien qu'il fût un social-démocrate. Lorsque son parti, dans les années 30, a tourné le dos à ce qui se produisait de façon évidente en Union Soviétique, il a proclamé la vérité. En conséquence, la gauche l'a abandonné. Plus tard, il a également dit la vérité au sujet des événements qui se déroulaient dans les États totalitaires, c'est-à-dire l'Italie de Mussolini, l'Allemagne d'Hitler, et ainsi de suite. Cette fois-là, il s'est vu abandonné par ceux qui vers la fin des années 30 courtoisaient ces dictateurs et étaient disposés à les accepter.

Il est temps d'examiner nos institutions et nos procédures et de penser à une plus grande ouverture de la part du gouvernement. Un haut fonctionnaire du ministère des Affaires urbaines a eu l'audace de discuter avec les Indiens du Canada d'une décision politique qui les touchait de près. On aurait cru que les Russes étaient sur le point de nous envahir. Cet homme a été congédié, mais j'ai remarqué récemment que depuis ce temps-là, une nouvelle vague se manifeste au ministère et il est maintenant de mise de discuter avec les Indiens les questions pour lesquelles cet administrateur a été congédié il y a un an. Je suis disposé à attribuer au gouvernement le mérite d'avoir fait volte-face, mais ce qui importe en l'occurrence, c'est qu'on devrait pouvoir manifester plus de franchise. Personne n'ira dire que les projets de logements pour nos Indiens sont liés à notre sécurité nationale.

A mon avis, les seuls domaines où les gouvernements ont droit de garder certaines choses confidentielles sont ceux qui ont trait à la sécurité de l'État ou la vie privée d'un particulier dans ses relations avec la Couronne ou des affaires confidentielles de la Couronne concernant les expropriations et autres choses du même genre. C'est cette tendance à la dissimulation qui fait que les parlementaires lisent dans les journaux de temps à autre qu'il y a eu des fuites au sujet de certaines politiques. Il y a des fuites parce que les fonctionnaires de l'État, irrités, sont incapables—probablement inspirés par la doctrine de Thoreau sur la désobéissance civile—d'accepter une certaine décision ou des décisions imminentes; ils estiment qu'elles devraient être débattues publiquement.

Je n'ai jamais pu accepter la préoccupation du gouvernement pour le secret. J'aurais cru que l'incident du programme d'aide pour l'accession à la propriété aurait fait comprendre au cabinet et au pouvoir exécutif qu'un peu plus de franchise, de consultations, de sincérité inciteraient la population à accepter ce qui est en jeu.

Il a été question à maintes reprises de la nécessité de la franchise. Par une étrange coïncidence, la bibliothèque du Parlement a expédié aujourd'hui même aux députés une nomenclature des articles parus dans des publications importantes qui traitaient de certaines de ces questions. J'ai pris la peine d'en faire photocopier quelques-uns. Je n'ai pas l'intention d'en surcharger le compte rendu, car d'autres députés veulent prendre la parole, mais il y a une série d'articles qu'il convient de noter, dont l'un est de Daniel Bell, le pronostiqueur de la révolution industrielle, a paru dans le numéro d'automne de la revue *The Public Interest*. Son article sur la sociologie fiscale a recours à une expression très appropriée, je crois, le secteur social et la société libérale. Qu'il me soit permis de citer quelques paragraphes, parce que je crois que les ministres accueilleraient assez favorablement l'analogie. Daniel Bell déclare: